

# LES FEMMES RUSSES DANS LE MONDE DU TRAVAIL : NOUVEAUX DÉFIS

ÉVELYNE ENDERLEIN

## INTRODUCTION

Le gouvernement soviétique avait systématiquement intégré la population féminine dans la vie économique du pays. D'emblée les bolcheviks, jetant l'anathème sur toutes les « reliques du passé », et en particulier sur les traditions familiales, avaient pris toute une série de mesures pour libérer la femme et faire d'elle une « citoyenne à part entière, égale en tout point à l'homme ». Outre le droit de voter, de divorcer, d'avorter, celle-ci se vit ainsi attribuer le droit au travail. Le but proclamé était, certes, l'anéantissement de la famille bourgeoise et l'émancipation féminine, mais concurrentement, on fournissait ainsi à l'économie du pays la main d'œuvre dont elle avait cruellement besoin. La politique éducative et sociale conduisit effectivement à une contribution massive des femmes à la vie active du pays, ce qui engendra la mythe de la femme soviétique radieuse, car émancipée par le travail .

Cependant, il est admis maintenant que la condition féminine ne fut jamais douce en URSS, car les femmes furent enrôlées dans tous

les domaines de la production, y compris les plus durs, et le problème de « la double charge » ne cessa de peser sur le quotidien, le travail professionnel s'ajoutant toujours aux tâches domestiques, considérées comme exclusivement féminines et rendues particulièrement pénibles par les crises du logement et du ravitaillement.

Après soixante-dix ans de socialisme et en dépit de remarquables avancées féminines dans de très nombreux domaines (médecine, enseignement, industrie), presque toutes les sphères de la société soviétique restèrent marquées par le modèle patriarcal et « la question féminine » demeura occultée.

A partir de 1986, la perestroïka entame un changement radical dans la société. Les tabous disparaissent, les mythes s'écroulent... On va enfin aborder les sujets interdits jusqu'alors : la discrimination des femmes en politique et aux postes de direction, la contraception, les avortements, la prostitution, la violence dans les familles, etc. Désormais « la question féminine » redevient publique.

Depuis, nombre de femmes journalistes, écrivains et scientifiques déploient maintes activités pour développer les recherches sur le passé et le présent des femmes en Russie, d'innombrables associations non gouvernementales ont été créées pour diffuser des informations, prodiguer des conseils, créer des groupes d'entraide.

Aujourd'hui, alors que l'introduction de l'économie de marché et la chute de l'Empire ont creusé de nouveaux abîmes, les citoyennes russes se voient confrontées à de nouvelles difficultés économiques et sociales. En URSS le taux d'activité des femmes était un des plus élevés au monde. Depuis 1991, la crise frappe les femmes de plein fouet, le chômage les touche plus encore que les hommes. Des voix s'élèvent pour favoriser un retour des femmes au foyer... La discussion se poursuit à la croisée des chemins.

Dans ces conditions, il nous a paru intéressant de lever le voile sur cette question primordiale. « Le travail est la condition de l'indépendance, de la créativité, de la considération sociale<sup>1</sup> » affirmait Olga Voronina en 1988, une des premières sociologues à aborder ce sujet. Comment la situation des femmes dans la sphère du travail a-t-elle évolué durant les années quatre-vingt-dix et quel bilan peut-

1 Olga Voronina, « Ženščina v mužskom obščestve », *Sociologičeskie issledovanija*, 2/1998.

on établir à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle ? Notre étude se fonde essentiellement sur les recherches effectuées dans les instituts spécialisés en « études de genre » (*gender studies*), pratiquées en Russie au sein des universités et de l'Académie des Sciences.

## LES ACQUIS DE LA PÉRIODE SOVIÉTIQUE

Selon l'idéologie soviétique, l'école devait servir d'instrument d'égalisation et d'intégration sociales. Dès les années vingt, l'effort porta sur le retard éducatif à combler sous trois formes : l'alphabétisation des adultes, la généralisation de l'instruction primaire obligatoire, la démocratisation des enseignements secondaire et supérieur. Après 1945, les pertes en hommes engendrées par les répressions stalinienne et la Grande guerre patriotique obligent le Parti communiste à relancer le programme d'égalisation des rapports entre les sexes. Les femmes en sont largement bénéficiaires. Quelques chiffres l'illustrent :

1897 : 86 % des femmes sont analphabètes

1989 : 92 % des femmes de 18-50 ans étudient ou travaillent<sup>2</sup>

1991 : 61 % de tous les spécialistes avec une instruction moyenne ou supérieure sont des femmes<sup>3</sup>

D'autre part, pendant la période soviétique, le chômage est officiellement inexistant et l'égalité des sexes garantie dès la Constitution de 1936 (art. 122). Dans les années soixante-dix, 86 % des femmes en âge de travailler exercent une activité professionnelle ; 7,5 % d'entre elles font des études. Cette participation des femmes à la vie active correspond à 44 % du total de la population féminine. Ces chiffres resteront plus ou moins constants jusqu'à la fin de l'empire. Les femmes choisissent de préférence des emplois dans le secteur tertiaire, notamment dans les professions où les horaires sont plus souples (enseignement, santé), ce qui amène à une

---

2 Basile Kerblay, *La Société soviétique contemporaine*, Paris, Armand Colin, Collection U, 1977, p. 112.

3 Cf. *Žensčiny v SSSR*, Moscou, 1991, p. 84 ; E. Enderlein, *Les Femmes en Russie soviétique*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 23-49.

féménisation de ces domaines et à un niveau de salaire particulièrement bas. On trouve également un grand nombre de femmes dans les emplois non qualifiés et plus mécanisés (agriculture, industrie légère, bâtiment). Un très rapide alignement des niveaux de formation sur ceux de la population active masculine entraîne une augmentation réelle des femmes aux postes de cadres. Quelques chiffres pour 1989 :

Pourcentage des femmes :

- dans le total des cadres : 62 %
- parmi les cadres supérieurs : 56,6 %
- parmi les cadres moyens : 66,8 %<sup>4</sup>.

Des enquêtes menées à Leningrad en 1971 et à Moscou en 1974 révélèrent que 73 % des femmes interrogées considéraient le travail comme une partie intégrante de leur vie<sup>5</sup>. Ce modèle de la « Femme soviétique » qui assume son double rôle (famille et travail) sera de plus en plus intériorisé. Il perdure jusqu'à nos jours. En 1997, 80 % des femmes interrogées lors d'un sondage déclaraient y adhérer encore !<sup>6</sup>

La perestroïka et la glasnost font naître d'immenses espoirs dans la population russe. Mikhaïl Gorbatchev tenta d'améliorer le sort des travailleuses, de faciliter leur promotion au sein des diverses professions, les bas salaires et les rémunérations des enseignants furent augmentés, des efforts furent entrepris pour créer des crèches et introduire le travail à temps partiel. Mais l'échec des réformes économiques réduisit ces mesures à néant. Si une pléiade de femmes d'affaires d'un nouveau type conquiert des postes jusque là occupés par des hommes, ce processus d'ouverture est de courte durée<sup>7</sup>. En moyenne, pendant les six dernières années de l'Empire, les femmes n'occupent que 6 % des postes de direction<sup>8</sup>.

L'ère de Gorbatchev apporta toutefois un changement durable, elle mit enfin les réalités à nu ! Pour les femmes au travail, il appa-

4 *Narodnoe Khozjajstvo v 1989*, M., 1990.

5 Basile Kerblay, *op.cit.*, p.129.

6 Olga Zdravomyslova, « Lorsque la réussite individuelle l'emporte sur le mariage », paru dans *Itogi* et reproduit dans *Courrier International* du 2-8 avril 1998.

7 Ljudmila Semina, « Mužskoe obščestvo — mužskaja politika », *Nezavisimaja gazeta*, 7 mars 1995.

8 *Zensciny v SSSR*, Moscou, 1991, p. 18.

rut que l'égalité proclamée des sexes n'empêchait pas la discrimination sexuelle en dépit de leur niveau d'études croissant. De plus, l'important excédent de femmes ingénieurs obligeait souvent ces dernières à exercer une profession n'exigeant pas leur niveau de qualification. Pour elles, l'Etat soviétique était conduit à créer nombre d'emplois superflus, ce qui explique qu'aujourd'hui ces femmes connaissent un important taux de chômage. De façon générale, la vérité sur le droit des femmes soviétiques au travail est que s'il était garanti par la doctrine communiste sous le couvert de l'égalité de sexes, il servait avant tout à résoudre un problème de main d'œuvre dont l'arythmie dans la production exigeait l'abondance. C'est essentiellement ce besoin qui créait des emplois féminins<sup>9</sup>. De fait, le taux d'activité des femmes en URSS n'a cessé d'augmenter jusqu'à la fin des années soixante-dix, pour décroître quelque peu ensuite : si, en 1959, 70 % des femmes soviétiques en moyenne exercent un métier, ce chiffre est de 84 % en 1979 et de 76 % en 1989<sup>10</sup>.

Les enquêtes des années quatre-vingt-dix révèlent les problèmes longtemps occultés. Les femmes constituent des travailleurs de seconde catégorie qui subissent par conséquent une discrimination salariale inavouée. En 1999, les services statistiques officiels publient les premières données sur les disparités salariales. Le salaire moyen des femmes dans l'ensemble de l'économie nationale n'atteint que 70 % de celui des hommes. Dans toutes les branches de l'économie les femmes représentent 90 % des mal rémunérés<sup>11</sup>. Et elles sont majoritaires dans les branches où les rémunérations sont les plus faibles, comme l'industrie textile ou les services de l'enseignement et de la médecine. En outre, on retrouve souvent des femmes aux échelons inférieurs de la hiérarchie, même si leur niveau de formation est fréquemment supérieur à celui des hommes, ce qui justifie le pourcentage élevé de femmes parmi les cadres (voir les chiffres cités plus haut). Soulignons toutefois qu'une position de cadre ne se répercute pas nécessairement sur la rémunération ! Enfin, les conditions même du travail sont mises en

9 Elena Zabadykina, « Ženščiny v sovremennoj Rossii », *Vse ljudi-sestry*, n° 1-2, Peterburgskij Centr gendernyx problem, SPB, novembre 1993, p. 60.

10 Michèle Kahn, « La condition féminine en ex-URSS », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 381, La Documentation française, août 1993, p. 8.

11 Ljudmila Ržanicyna, Galina Sergeeva, « Ženščiny na rossijskom rynke truda », *Sociologičeskie issledovanija*, n° 7, Moscou, Nauka, 1995, p. 57-62.

cause. En 1990, dans l'industrie, 44 % des travailleurs effectuant des tâches insalubres ou dangereuses sont des femmes. En 1993, 43 % des femmes sont encore employées à des travaux manuels pénibles (32 % des hommes) et la proportion est encore de 74 % dans le bâtiment (44 % pour les hommes) et de 79 % dans l'agriculture (55 % pour les hommes). Selon un sondage d'opinion réalisé en mars-avril 1990 sur un échantillon de 910 000 femmes de plus de quinze ans, plus du quart des personnes interrogées se déclaraient mécontentes de leurs conditions de travail<sup>12</sup>.

### L'INTRODUCTION DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET SES CONSÉQUENCES

En 1990, les pourcentages de femmes dans les différents secteurs sont les suivants<sup>13</sup> :

SECTEURS	%
Industrie	47,7
Agriculture	39,6
Bâtiment	26,5
Transports	24,8
Télécommunications	70,8
Commerce de gros, de détail, Restauration	80,1
Services de voirie, gestion de l'immobilier, services de proximité	52,3
Santé, sécurité sociale, sports	83,3
Enseignement	78,9
Activités culturelles	75,2
Activités artistiques	54,7
Recherche scientifique	52,6
Banques et assurances	90,2
Appareil administratif	66,9

12 Michèle Kahn, art. cit., p. 12.

13 Chiffres cités dans *Vestnik statistiki SSSR*, Moscou, 1990.

On constate une forte « féminisation » des secteurs des banques et des assurances, de la santé, du commerce et de la restauration, de l'enseignement, des activités culturelles, des télécommunications et de l'appareil administratif. Par contre, la représentation est faible dans le bâtiment et les transports. Dans les branches industrielles, les femmes sont en forte majorité dans l'industrie légère et le textile (73 %) et en minorité dans l'industrie lourde.

### Le chômage

Le phénomène nouveau est tout d'abord le chômage, ressenti d'autant plus douloureusement qu'il était inconnu jusqu'alors. La première vague de licenciements qui déferle dès le début des années quatre-vingt-dix touche l'intelligentsia scientifique et technique des secteurs en crise (industrie légère, construction mécanique) ou financièrement déficitaires (services de prestations sociales, complexe militaro-industriel).

D'après l'étude de Lioudmilla Rjanitsyna et de Galina Sergeeva<sup>14</sup>, (toutes deux universitaires, professeurs à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences), les femmes représentent à la fin de l'année 1992 72,2 % des chômeurs enregistrés et 45 % des chômeurs non enregistrés, soit 49,5 % de l'ensemble des chômeurs. Ces chiffres prouvent que les hommes sont plus enclins que les femmes à compter sur leurs propres ressources pour trouver un emploi. Par ailleurs, l'un des faits reflétant la détérioration générale du marché de l'emploi est l'augmentation du chômage de longue durée. Il touche 1,5 fois plus de femmes que d'hommes. Entre 1992 et 1994, le pourcentage des femmes à la recherche d'un emploi pendant plus de huit mois est passé de 4,2 % à 22,6 %. En 1995, il n'y a plus que 34 millions de femmes dans l'économie nationale, soit 47 % de la population active. D'après les enquêtes officielles, seules 6,7 % des femmes licenciées ont pu renoncer à travailler parce que leurs maris pouvaient subvenir à leurs besoins, alors que 16,1 % rêvaient d'en faire autant. Mais dans la majorité des cas, les chômeuses n'ont pas choisi leur situation et elles n'ont pas non plus l'intention de quitter définitivement le marché du travail. Elles

14 L. Ržanicyna, G. Sergeeva, « Women in the Russian Labor Market », in *Russian Education and Society*, août 1996, p. 67-79.

déclarent échapper au retour au foyer en décrochant un emploi dans le secteur informel de l'économie<sup>15</sup>.

Les quatre principaux facteurs du chômage féminin sont les suivants :

1. le « dégraissage » des effectifs superflus qui servaient à camoufler le chômage dans les administrations et la fonction publique ;
2. la réforme industrielle : le passage à l'autonomie financière des entreprises entraîne la nécessité de rationaliser l'utilisation de la main d'œuvre et de procéder à la mécanisation de la production. D'autre part, il faut reconvertir l'énorme complexe militaro-industriel (*Voenno-promyšlennyj kompleks, VPK*) en industries civiles. La perte de main d'œuvre dans les différents secteurs de l'économie nationale est aussi due au déclin des volumes de production. On a observé la plus grande réduction de demande de main d'œuvre dans les industries chimique et pétrochimique, le secteur des machines-outils et l'industrie légère. Jusqu'alors 68 % des femmes travaillant dans l'industrie étaient concentrées dans ces secteurs ! En outre, c'est principalement le nombre des employées de bureau qui est réduit ; or, les femmes occupaient 65 % de ces postes. Parmi les branches particulièrement concernées par la reconversion, figure aussi le secteur textile, secteur le plus féminisé, qui subit une grave crise due aux ruptures d'approvisionnement en matières premières provenant des anciennes républiques soviétiques. Dans l'ensemble des industries, 50 % des licenciés sont des femmes (soit 1,5 million) ;
3. le renforcement de la discrimination ouverte, en fonction du sexe et de l'âge. Avec le passage à l'économie de marché, les pratiques discriminatoires à l'embauche ou dans la formation professionnelle se sont fortement développées, surtout dans le secteur privé. Les principaux critères de discrimination restent la jeunesse et la maternité. En 1994, 37,4 % des chômeuses ont 30 ans ou moins ; 48 % d'entre elles ont au moins un enfant de moins de 16 ans ; parmi ces mères, 11 % sont célibataires<sup>16</sup>. De nombreuses usines réduisent leur production et leurs frais, ferment les jardins d'en-

15 L. Ržanicyna, « Trudovaja mobil'nost' ženščin », *Ženščina v rossijskom obščestve, Rossijskij naučnyj žurnal*, n° 1, Ivanovo, Ivanovskij gosudarstvennyj universitet, janvier 1996, pp. 4-10.

16 L. Ržanicyna et G. Sergeeva, *Women in the Russian Labor Market*, op. cit., p. 70.

fants réservés à leur personnel et les mères se retrouvent dans l'impossibilité d'assurer un travail régulier, ce qui facilite leur licenciement ou, au contraire, entrave une nouvelle embauche. Ceci explique que les mères d'enfants mineurs sont les plus touchées par le chômage. Par ailleurs, les femmes ayant l'âge de la préretraite (à l'époque soviétique les femmes pouvaient prendre leur retraite à 55 ans) ne trouvent plus de travail<sup>17</sup> ;

4. le facteur géographique : les régions agricoles ou mono-industrielles sont les plus touchées. La moitié des chômeuses est concentrée dans les régions du centre de l'Oural, du nord-ouest et de la Volga-Viatka, régions hautement industrialisées en crise. Les marchés du travail connaissant la situation la plus critique, suite à l'effondrement de la production, sont ceux des régions (*oblasti*) de Vladimir, Ivanovo, Iaroslav, Kostroma et Pskov, ainsi que les républiques des Moraves et des Tchouvaches. A partir de 1994, le taux des chômeuses semble diminuer parce que celui des chômeurs augmente. Néanmoins, dans certaines régions, le taux de femmes au chômage augmente aussi vite que celui des hommes : sont concernées les régions de Volgograd, Mourmansk, Pskov, Briansk, Moscou, Nijni-Novgorod, Krasnodar et Primorski, la république de Komi et un certain nombre d'entités nationales autonomes<sup>18</sup>.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, s'abat une deuxième vague de licenciements qui touchent plus particulièrement les intellectuels littéraires ; nombre de postes des établissements secondaires et supérieurs sont supprimés. Une fois encore, les femmes sont au premier rang, le secteur étant majoritairement féminin ! L'activité économique des femmes est passée de 49 % en 1990 à 47 % en 1994 (perte de 4 millions d'emplois). Néanmoins, le nombre de salariées s'est maintenu (52 % en 1990, 51 % en 1994) suite à l'attrait de la sécurité offerte par la fonction publique, ainsi qu'à la moindre participation des femmes aux secteurs en création, l'entreprise privée et le travail indépendant<sup>19</sup>. D'après les statis-

17 L. Ržanicyna, art. cit., p. 6.

18 L. Ržanicyna et G. Seergeeva, *Women in the Russian Labor Market, op.cit.*, p. 72-75. L'estimation de la position des femmes sur le marché du travail dépend largement du fait que l'on prenne en compte soit la totalité du marché du travail, soit la portion du marché du travail contrôlée par le Service Fédéral de l'Emploi. Dans cette étude, l'évaluation de la féminisation du chômage se base sur la situation rencontrée sur cette portion du marché du travail contrôlée par le SFE.

19 L. Ržanicyna, art. cit., p. 7-8.

tiques de l'Etat, en 1994, la population féminine active se répartit comme suit :

Entreprises publiques	59 %
Sociétés d'actionnaires, sociétés commerciales, gérances	35 %
Kolkhozes et coopératives de production	4 %
Entreprises privées ou familiales, fermes, travailleurs indépendants	2 %
Employées de maison	moins de 1 % <sup>20</sup>

Pendant toute cette période de transition, on assiste nécessairement à des transferts sectoriels entre le public et le privé. Pour les femmes, la tendance est claire : elles continuent à se maintenir dans le public, alors que les hommes investissent plus le privé, à l'affût de gains plus intéressants. Le pourcentage de femmes augmente dans l'enseignement et les professions de santé. Les hommes sont plus mobiles et n'hésitent pas à investir des secteurs autrefois féminisés, si le salaire est intéressant : aussi ont-ils pénétré le commerce, l'immobilier, les transports, les banques et les assurances. Toutefois, les femmes les plus diplômées réussissent mieux que les autres leur reconversion : elles s'adaptent plus rapidement aux lois du marché et hésitent moins à s'engager dans le secteur informel ou le monde des affaires. Sur une échelle plus large et à moyen terme se dessine un secteur particulièrement prometteur : les services, domaine encore bien déficitaire, constituent un gisement d'emplois féminins !

Quoi qu'il en soit, il apparaît que la nécessité des transferts entre les branches d'activité se révèle être un facteur négatif pour les femmes. En 1995, la ségrégation par l'emploi (en branches, fonctions ou niveaux de responsabilité) et les écarts salariaux (de l'ordre de 25 % à 30 %) restent notoires et les femmes représentent encore 62 % des chômeurs officiels<sup>21</sup>.

Une troisième vague de licenciements déferle après la date fatidique du 17 août 1998, qui marque la banqueroute de l'Etat et la

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>21</sup> M. Kahn, art. cit., p. 14-15.

suspension de presque tous les paiements du Trésor public. La dévaluation du rouble par rapport au dollar lui fait perdre les trois quarts de sa valeur ; une fois de plus, une partie importante de la population, en particulier la classe moyenne émergente, voit ses économies réduites à néant ! Certes, on ne peut ici parler de discrimination, mais il en résulte un durcissement accru pour la partie féminine, plus faible économiquement. La concurrence sur le marché du travail s'aiguise encore, et l'accès des femmes aux processus de privatisation devient plus difficile. Les enquêtes publiées après 1998 insistent sur cette aggravation. Dans un article tout récent, L. Rjanitsyna<sup>22</sup> s'inquiète de la baisse régulière de la participation féminine dans toutes les sphères d'activité, y compris les domaines traditionnellement féminins, tels que les finances, les communications, le commerce. Elle constate une suppression continue des postes occupés par les femmes dans l'industrie, les transports, le bâtiment (elle avance le chiffre de 50 % pour la totalité des postes !), et s'alarme en particulier que la recherche scientifique batte le record (en 1990 — 1,5 millions de chercheuses, en 1998 — 645 000 perdent leur poste), ajoutant toutefois que les hommes ont été touchés dans la même proportion ! Une autre économiste, également membre de l'Académie des Sciences, Zinaïda Khotkina<sup>23</sup> étudie le développement des emplois « informels » (la fameuse économie grise) et dénonce l'arbitraire des employeurs vis-à-vis de leur personnel féminin. Galina Sillaste<sup>24</sup>, professeur en sociologie et membre de la Commission des Questions féminines auprès du Président, approfondit l'analyse du chômage : elle en montre la double face, faisant remarquer que les statistiques officielles tiennent compte seulement des chercheurs d'emploi qui se déclarent comme tels dans « les Bourses du travail ». Ceci, poursuit la sociologue, explique les différences dans les chiffres cités : selon les statistiques de l'Etat, il y avait 1,8 million de chômeurs en 1998, dont 64,6 % de femmes. De son côté, l'Organisation Mondiale du Travail, qui tente d'évaluer la situation réelle d'ensemble, cite les chiffres de 8,9 millions de chômeurs pour la fin 1998 et de

---

22 L. Ržanicyna, « Rabotajuščie ženščiny v Rossii v konce 90-x », *Voprosy ekonomiki*, Moscou, RAN, 3/2000, p. 47-53.

23 Zinaïda Xotkina, « Ženskaja bezrabotica i neformal'naja zanjatost' v Rossii », *Sociologičeskie issledovanija*, Moskva, RAN, 5/2000, p. 85-93.

24 Galina Sillaste, « Izmenenija social'noj mobil'nosti i èkonomičeskogo povedenija ženščin », *Sociologičeskie issledovanija*, Moskva, RAN, 5/2000, p. 25-34.

12 millions pour juin 1999 ! G. Sillaste mentionne que ces données sont confirmées par les recherches des sociologues russes, sans pouvoir toutefois préciser le pourcentage des femmes parmi ces chômeurs réels. Elle rappelle seulement que le chômage à la russe reste majoritairement féminin et qu'il concerne une population de haut niveau professionnel qui, se voyant ainsi confrontée à une baisse brutale de son statut social, supporte très mal cette situation : 55 % des interrogées, lors d'un sondage de 1999, considéraient le chômage comme inadmissible à tous égards !

### **Le rôle de l'Etat**

Les trois articles cités regrettent l'absence d'un véritable système de sécurité sociale et le non respect de la législation en vigueur. A ce propos, le tour de force du gouvernement réside dans l'excès de la protection féminine qui, finalement, devient un facteur négatif. Dans une étude sur la protection sociale des femmes, la juriste Lioudmilla Iakhontova<sup>25</sup> analyse les documents normatifs de l'URSS et de la Fédération de Russie et constate un fossé indéniable entre la théorie et la pratique.

Suite à la décentralisation administrative, les normes juridiques sont mal appliquées au niveau local. Font notamment défaut les mécanismes de versement des allocations de maternité et d'éducation des enfants qui ne sont pas perçues pendant des mois. En outre, l'inflation galopante dévalorise constamment le montant de ces allocations qui devient ridicule. De plus, il arrive que les entreprises ne puissent les payer à cause de leur manque de crédits provoqué par le marasme économique. L. Iakhontova démontre en quoi, sous couvert de protection sociale, l'Etat écarte en fait les femmes du marché du travail. Elle considère en outre que la politique gouvernementale est insuffisamment élaborée et manque de discernement dans le choix des bénéficiaires. En dépit du décret de 1993 qui devait améliorer la condition féminine, la politique de l'emploi pratiquée à l'égard des femmes reflète la mentalité patriarcale de la société. La législation du travail est telle que la

---

25 Ljudmila Jaxontova, « Spravka o pravovom regulirovanii proloženija zensciny na proizvodstve na janvar' 1993 g. », *Vse ljudi-sestry*, n° 1-2, Saint-Pétersbourg, Centr gendernyx problem, novembre 1993, p. 53-59.

femme devient un salarié surprotégé et donc désavantageux. Selon le dernier article de L. Rjanitsyna il semble même que cette tendance se renforce d'année en année<sup>26</sup>.

Une autre étude intitulée « La défense sociale des femmes et la politique de la famille dans la Russie contemporaine<sup>27</sup> » complète et corrobore le même constat. Son auteur, Olga Samarina, en tant qu'économiste employée au « Département de la famille, des femmes et des enfants » du Ministère de l'Intérieur, adopte une approche beaucoup moins critique, faisant remarquer que « le code de la famille », élaboré au cours des années quatre-vingt-dix, a développé une réelle politique familiale, qui vise à soutenir financièrement les familles nombreuses, à défendre les droits des enfants, à aider les mères de famille à trouver ou retrouver du travail ou à se reconverter, voire à se mettre à leur compte ; en outre, le congé accordé pour élever les enfants âgés de moins de trois ans est désormais attribuable au père, aussi bien qu'à la mère, ou à tout autre parent assumant cette tâche. De plus, stipule O. Samarina, la Fédération de Russie a ratifié en octobre 1997 la convention de l'Organisation Mondiale du Travail sur l'égalisation des droits et devoirs de tous les salariés chargés de famille, sans distinction de sexe... Mais la conclusion reste la même : ces mesures demeurent sans impact réel dans une société où les stéréotypes et les préjugés continuent à attribuer aux seules femmes l'exécution des devoirs domestiques et familiaux.

### Le niveau de vie

Ainsi, le niveau de vie des femmes baisse... G. Sillaste<sup>28</sup> établit le bilan suivant : à la suite des réformes, selon un sondage de l'opinion sur la stabilité du niveau de vie, 44 % des femmes interrogées affirmaient l'avoir vu décroître de 2,5 fois, 17 % considéraient l'avoir amélioré, les autres avaient conservé le même (très bas 12 %, moyen 22 %, élevé 5 %). Les perdantes sont essentiellement des employées dans l'industrie (la métallurgie, la construc-

26 L. Ržanicyna, *Rabotajuščie ženščiny v Rossii v konce 90 -x, op. cit.*, p. 46.

27 Olga Samarina, « Social'naja zaščita ženščin i semejnaja politika v sovremennoj Rossii », *Voprosy ekonomiki*, 3/2000, p. 131-136.

28 G. Sillaste, art. cit., p. 30.

tion mécanique, les entreprises chimiques et surtout militaires), des enseignantes, des médecins et des employées du secteur culturel. Leur situation, commente G. Sillaste, ne s'améliorera pas ces prochaines années, car les conditions de reconversion ou d'adaptation aux nouvelles données sociales sont quasi inexistantes... Les 17 % gagnantes appartiennent au secteur non productif, lié directement ou non à la finance, au commerce ou aux postes de direction : comptables, secrétaires, consultant... Elles ont toutes fait des études supérieures, complétées par des formations en économie ou en droit, et elles reçoivent des salaires élevés. Elles s'intègrent dans la partie de la classe moyenne émergente qui, malgré les pertes entraînées par la crise d'août 1998, se rétablit étonnamment vite.

Il demeure que la mobilité horizontale (géographique) des femmes reste faible. Seules, 3 % sont prêtes à changer de lieu de travail, alors que 61 % souhaitent rester sur place. Quant au changement de profession, seules 8 % l'envisagent (et encore, si elles ont moins de 29 ans !). En un mot, la stabilité, même au prix d'un faible salaire et d'un statut social inférieur, est préférée au saut dans l'inconnu que représentent une reconversion ou un déménagement. Enfin la motivation de cette mobilité est, dans 75 % des cas, l'appât du gain ou encore d'un travail plus intéressant. Le dessein de fonder une affaire ou une entreprise est infiniment plus rare (8 % des interrogées)<sup>29</sup>.

### **Une nouvelle catégorie : les femmes chefs de PME**

D'une façon générale, après l'euphorie des années 1990-1993 qui avait ouvert grandes les portes du business aux femmes, on constate dans ce domaine un certain désengagement ; du reste, les PME sont encore très peu nombreuses en Russie (pour 1 000 habitants — 5 à 7, alors qu'en Europe occidentale, aux États-Unis, au Japon, le chiffre correspondant est de 50 à 70).

Et pourtant, des voix optimistes se font entendre. Dans le même numéro (mars 2000) de la revue « Questions économiques »,

---

<sup>29</sup> V.I. Savkin, « *Predprinimatel'skaja sreda v ocenke prepriimatelej* », *Sociologičeskie issledovanija*, Moscou, RAN, 1999, n° 7 cité par G. Sillaste, art. cit., p. 31.

consacré essentiellement aux problèmes de genre, l'étude de G. Sillaste est complétée par un article intitulé « La Femme à la tête d'une entreprise » dont le mode est résolument majeur. Son auteur, A. Tchirikova<sup>30</sup>, docteur en psychologie, se propose d'étudier un phénomène qu'elle n'hésite pas à qualifier de « révolution tranquille à l'échelle mondiale » : la montée irrémédiable d'un management féminin, notoire déjà aux Etats-Unis et en Europe (Allemagne surtout), mais sensible également en Russie. Notre psychologue cite une enquête menée par l'Institut officiel des statistiques entre 1996 et 1998 dans 14 régions et 4 400 petites entreprises, selon laquelle les femmes constitueraient 18 % du nombre total des chefs (rappelons qu'à la fin de la période soviétique, seuls 6 % à 7 % des directeurs étaient des femmes). Ces chiffres, apposés aux résultats d'autres enquêtes du même type<sup>31</sup>, permettent de constater un progrès lent, mais continu, de la pénétration des femmes dans les nouveaux secteurs de l'économie de marché, dans le passage de la direction des entreprises d'Etat à la direction d'entreprises privées. Le fait est d'autant plus marquant que presque les deux tiers de ces chefs féminins sont dans la force de l'âge (73 % d'entre elles ont entre 30 et 50 ans, 13,7 % plus de 50 ans, 12 % moins de 30 ans). Leurs domaines de prédilection restent le tertiaire (les services — 60 % de femmes aux postes de direction, l'industrie légère — 45 %, la restauration — 43 %, le petit commerce — 40 % et la médecine, l'éducation, la culture — 46 %). L'industrie lourde, le commerce de gros, la grande finance sont toujours des bastions masculins.

En tant que psychologue, A. Tchirikova centre son étude sur les spécificités de ces nouvelles gestionnaires : plus idéalistes, moins orientées vers le gain matériel, très motivées par leur travail, mais peu enclines à briguer une carrière autre que celle dans l'entreprise, plus souples et collégiales, mais moins prêtes au risque que leur pendant masculin, ces femmes ont une haute opinion d'elles-mêmes, que semble partager une majorité de leur subordonnés masculins... Même si, sur le fond, leur style de direction est plus ouvert et plus apte à s'adapter à un environnement fluctuant, ces

---

30 A. Čirikova, « Ženščina vo glave firmy », *Voprosy ekonomiki*, 3/2000, p. 94-102.

31 S. Barsukova, « Specifika ženskogo menedžmenta », *Sociologičeskie issledovanija*, 3/1999 ; G. Vassil'eva, « Pervye šagi ženščin predprinimatelej », *Čelovek i trud*, 1/1999.

femmes ne gèrent pas leurs entreprises de façon radicalement différente des hommes. Et Tchirikova de conclure que le mode de direction des femmes est plus orienté vers l'harmonisation des rapports humains mais que l'organisation du travail lui-même ne diffère pas notablement de celle pratiquée par les hommes.

Dans ce milieu du moins, la crise n'engendre pas de comportement spécifique à l'un ou l'autre sexe. Ceci n'est pas le cas pour le reste de la gent féminine.

### LES STRATÉGIES DE VIE ET DE SURVIE

Quelles sont donc les stratégies adoptées par les femmes pour relever ces nouveaux défis ? Si, au début des réformes, une part importante d'entre elles avaient souhaité rester dans leur foyer pour s'occuper des enfants, il s'avère qu'en 1999, le pourcentage de celles qui restent chez elles, mais qui veulent retrouver un emploi dépasse celui de celles qui ne le désirent pas<sup>32</sup>.

Les unes s'adressent à la Bourse du travail (14 %), aux agences privées (3 %), les autres cherchent elles-mêmes par petites annonces (12 %), ou en allant personnellement voir les directeurs du personnel dans les entreprises (9 %) ou encore elles se résignent à faire du petit commerce (5 %)... Ainsi, 43 % sont véritablement actives, alors que le reste attend avec fatalisme que leurs amis, leurs parents ou « le destin » les sortent de l'abîme. On estime que 5 à 6 millions de femmes acceptent des « emplois informels », ce qui représente 20 % de celles actives dans le secteur légal<sup>33</sup>. Notons toutefois que la gestion de l'économie grise reste un bastion essentiellement masculin. A la campagne, bon nombre de femmes sont passées à « l'économie naturelle » et vendent les produits de leur potager ; dans les zones urbaines, la situation est plus complexe<sup>34</sup>. En dépit des difficultés rencontrées, les femmes n'ont pas quitté massivement le marché de l'emploi. Malgré le chômage, le

32 *Obsledovanie naselenija po problemam zanjatosti*, avgust 1999, p. 82, cité par L. Ržanicyna, *op. cit.*, p. 48.

33 L. Ržanicyna, *Rabotajuščie ženščiny v Rossii v konce 90-x*, *op. cit.*, p. 48.

34 Z. Xotkina, *Ženščina na rynke truda i prosto na rynke*, Moscou, MFF, 1998, p. 217-234 ; T. Žurženko, *Diskurs rynka i problema gendera v ekonomike*, Moscou, ONS, 1999, n° 6.

taux de leur activité reste étonnamment stable (48 % en 1999). On peut y voir l'impérieuse nécessité de contribuer au revenu familial dévalué par les nouvelles données économiques. Le nombre des femmes au foyer souhaitant en sortir augmente (voir le tableau ci-dessus)... Dans ces conditions, les emplois secondaires, complémentaires, occasionnels sont d'actualité (selon Rjanitsyna, elles étaient 5 millions en 1996, soit 17 % d'entre elles). 81 % des femmes concernées tentent ainsi de se maintenir, 7 % d'entre elles cherchent un emploi stable par ce biais. Seulement 11 % y voient un moyen d'auto-réalisation puisque ces travaux ne nécessitent pas une réelle qualification. Ces emplois précaires sont néanmoins vitaux pour les catégories les plus défavorisées : les mères célibataires (il y en avait 10 millions en 1993, selon les *Moskovskie novosti* [Les Nouvelles de Moscou] du 31 janvier 1993), les mères de famille nombreuse ou d'handicapés. Celles-là s'organisent de plus en plus en associations pour se soutenir ou créer elles-mêmes leur emploi.

Les travaux consacrés à cette question soulignent les extrêmes difficultés auxquelles se heurtent les femmes des catégories les plus défavorisées. Certaines sombrent dans la prostitution, l'alcoolisme, abandonnent leurs enfants ou se suicident<sup>35</sup>. Dans les grandes villes existent désormais des centres de secours spéciaux qui les accueillent, les soutiennent ou les conseillent.

## NOUVEAU DÉBAT D'OPINION

Dans ce contexte s'est engagée une discussion de fond sur la place de la femme dans la société. Mikhaïl Gorbatchev lui-même, si désireux qu'il fût de promouvoir les femmes, avait cultivé l'ambiguïté et par là-même ouvert la voie du retour au foyer. Dans son livre *Perestroïka*, il avait affirmé d'une part, la nécessité de mieux intégrer les femmes dans la conduite des affaires économiques et culturelles du pays, mais il regrettait en même temps que les

---

35 Yves Gery, « L'Europe face à un nouveau fléau : Trafic de femmes en provenance de l'Est », *Le Monde Diplomatique*, février 1999 ; M. Toksanbaeva, « O social'noj ujazvimositi ženščin », *Voprosy èkonomiki*, 3/2000, p. 137-143 ; M. Liborakina, « Social'nye posledstvija privatizacii dlja ženšin », *Voprosy èkonomiki*, 3/2000, p. 144-151.

femmes n'aient plus assez de temps pour remplir « leurs devoirs intrinsèques, c'est-à-dire les travaux domestiques, l'éducation des enfants et la création d'une atmosphère accueillante dans le foyer ». Entre ces deux modèles, un flou subsiste, mais il s'estompe peu à peu au profit de la tendance familiariste, du moins dans les milieux officiels et les médias. La presse féminine propage l'image de la féminité à l'occidentale et l'idée de la famille comme valeur à sauvegarder. Arguant que le travail des femmes génère l'instabilité des couples et l'augmentation des divorces, certains présentent le chômage comme un bienfait pour la cohésion familiale !<sup>36</sup> En 1993, le ministre du travail, Georgui Melikian attestait que « les femmes devraient rester chez elles, s'occuper de leurs enfants et s'affairer dans leurs cuisines », tentant de justifier ainsi la position du gouvernement : « Pourquoi devrions nous donner du travail aux femmes quand les hommes n'en ont pas<sup>37</sup> ? »

Dès la chute du régime soviétique, nombre de femmes, déçues par l'expérience de l'émancipation et de l'indépendance à la soviétique, se sont avouées tentées par un retour au « rôle traditionnel<sup>38</sup> ». Ainsi pouvions-nous lire sous la plume de Larissa Lissioutkina en 1992 :

« Le retour actuel d'une grande partie des femmes, y compris les femmes instruites, aux valeurs traditionnelles n'est paradoxal qu'en apparence. Il s'inscrit en fait dans un grand mouvement de renaissance du conservatisme dans notre pays, avec la conscience nationale, le retour aux croyances religieuses, la volonté de rendre idéale et héroïque l'époque pré-communiste, c'est-à-dire le passé féodal. On a renversé de son piédestal la femme ouvrière et, sans transition, est apparu à sa place un idéal de femme séductrice. »

Les femmes russes, poursuit la journaliste, « veulent être bien habillées, elles veulent se maquiller, rouler en voiture. Elles ne pourront partager l'éthique et l'esthétique des pays riches que lorsqu'elles auront obtenu tout ce dont elles n'ont pas encore profité, et, alors peut-être, elles seront fatiguées de la société de consommation<sup>39</sup>... »

Par ailleurs, l'homme russe reste attaché à une image de la femme qui le décharge des responsabilités domestiques. Au fil des

36 *Sem'ja*, n° 3, 1999 et *Novoe vremja*, 2 avril 1992.

37 Interview publiée dans le *Moscow Times* du 16 février 1993.

38 Cf. le recueil de lettres de lectrices *On nous a volé nos vies*, Boulogne, Griot, 1992, p. 6-9.

39 Larisa Lisjutkina, « O čem mečtajut russkie ženščiny », *Novoe vremja*, 2 avril 1992.

années, les femmes soviétiques, de par le cumul des responsabilités, avaient acquis un réel pouvoir dans la vie quotidienne et l'éducation des enfants. En conséquence, s'est instauré une sorte de matriarcat domestique qui apparaît dans les discussions comme la raison majeure contribuant au maintien et à la justification de la situation actuelle, c'est-à-dire des positions patriarcales, souvent partagées par les femmes elles-mêmes<sup>40</sup>.

Le débat a été âprement poursuivi tout au long des années quatre-vingt-dix. Mais peu à peu, l'évolution de la situation économique réduisit de plus en plus le nombre de celles qui désiraient renoncer à une activité salariée si leur conjoint était mieux rémunéré. En 1998, la classe moyenne représentait 18 % de la population ; en 1999 — 14 %, la classe supérieure — 3,8 % en 1998 et 4,1 % en 1999<sup>41</sup>.

De surcroît, les enquêtes menées sur les quelques rares femmes qui ont convoité le bonheur en rejoignant les cercles des nouveaux riches, qu'elles deviennent « vamps d'affaires », « courtisanes » ou « épouses », ne sont guère concluantes. Elles révèlent que leur existence, liée à celle d'hommes d'affaires prospères, implique l'acceptation de la dépendance et de l'insécurité, vu la recrudescence de la criminalité dans les milieux concernés ; sont relatés de nombreux cas de névrose, engendrée par la crainte d'être jalosées et de tomber victimes d'un enlèvement ou attentat<sup>42</sup>.

Dans ces conditions, même si la position officielle est d'inciter les femmes à redevenir les gardiennes du foyer, et si la famille reste une valeur largement acceptée, cette dernière ne fait pas figure de refuge ou d'alternative au travail rémunéré. Deux enquêtes le corroborent. La première concerne les étudiants, la deuxième l'ensemble de la population. En 1998, la sociologue Olga Zdravomyslova publia les chiffres suivants, obtenus lors d'une enquête auprès de 250 étudiantes de Moscou et d'Ivanovo, interrogées sur leur échelle de « valeurs individuelles » et de « valeurs féminines classiques » :

---

40 Sonja Margolina, *Russland, Die nichtzivile Gesellschaft*, Hamburg, Rowohlt, 1994, p. 54-80.

41 G. Sillaste, art. cit., p. 27 et L. Semina, art. cit.

42 Aleksandr Cyganov, « Ženy milliarderov », *Argumenty i fakty*, n° 1-2, janvier 1995 et Olga Zdravomyslova, art. cit., 1998.

<i>Importance des valeurs individuelles</i>		<i>Importance des valeurs Féminines classiques</i>	
épanouissement personnel	91 %	Famille	91 %
Travail	88 %	Amour	91 %
Liberté	87 %	Enfants	89 %
Sexe	87 %	Mariage	75 %
Argent	81 %	Dévouement	65 %
Carrière	73 %	Obéissance	24 %

Ces réponses reflètent les aspirations contradictoires qui animent les jeunes Russes : l'amour et la famille sont à égalité avec l'épanouissement personnel. La liberté, l'argent et le travail l'emportent sur le mariage et le dévouement. D'autre part, des enquêtes parallèles avaient aussi révélé que les jeunes femmes avaient intégré la notion de « prise d'initiatives » : en 1995, « la réussite personnelle » était 2,5 fois plus citée qu'en 1991 et la part de celles qui voulaient lancer leur propre affaire était passée de 20 % à 55 %. Certes, l'avalanche d'août 1998 a dû réduire le nombre de ces déclarations d'intention, mais l'évolution des schémas de pensée est indéniable, dans cette catégorie sociale du moins<sup>43</sup>...

Pour l'ensemble de la population féminine, sur la base des sondages effectués entre 1990 et 1998, G. Sillaste dégage les cinq positions représentatives suivantes, des plus « progressistes » aux plus « traditionalistes<sup>44</sup> ».

— « Les femmes doivent travailler et faire carrière, sans tenir compte de la famille » : 1 % des interrogées ;

— « Seule la combinaison permanente du travail et des devoirs familiaux peut garantir à la femme un statut économique autonome et la possibilité de succès égale à celle des hommes » : 15 % ;

43 O. Zdravomyslova, art. cit.

44 G. Sillaste, art. cit.

— « La variante idéale est la combinaison du travail et de la famille jusqu'à la naissance d'un enfant. Après, il vaut mieux rester à la maison, mais par la suite, il faut reprendre sa carrière » : 35 % ;

— « Après la naissance d'un enfant, la carrière doit s'arrêter » : 15 % ;

— « Les femmes doivent consacrer leur vie exclusivement à la famille et ne pas exercer de travail rémunéré » : (20 %) ;

— Un sixième groupe (14 %) n'est pas mentionné...

Néanmoins, il résulte que la majorité des femmes russes considèrent le travail comme une composante indispensable à leur existence, que ce soit par choix délibéré ou par nécessité.

## CONCLUSION

La période des réformes est trouble en Russie et l'image de la femme tend à se brouiller. La travailleuse est remplacée sur les affiches par la femme-objet de la publicité. La précarité, le cumul des emplois, la nécessité de la mobilité, la lutte contre une discrimination de fait, la tentation de la prostitution ne simplifient pas une existence qui n'a jamais été facile. Beaucoup de facteurs préoccupants subsistent, qui tendent à évincer les femmes de la sphère du travail, le chômage, mais aussi l'opinion publique d'une société encore marquée par le patriarcat.

Pourtant, la participation féminine à la vie économique reste notoire, contre vents et marées. L'Etat, dans ce domaine comme dans tant d'autres, se désengage, ou se contente de déclarations d'intention et de décrets adoptés, mais non respectés. La relève est prise de façon stupéfiante par les innombrables Organisations non gouvernementales (ONG) féminines qui ont surgi, tels des champignons, à travers tout le pays depuis mars 1991, date du premier Forum indépendant des femmes. Ces ONG sont issues des anciens comités d'entreprise ou elles ont été fondées par une nouvelle élite féminine, femmes d'affaires, universitaires. Elles constituent un vaste réseau de solidarité, des pôles de réflexion et de prise de conscience sur des problèmes qui ne sont pas seulement féminins. Parallèlement, les centres de recherches sur les rapports sociaux de sexe dans le cadre dit « neutre » des institutions scientifiques met-

tent en lumière des nouvelles données, les analysent et surtout informent et éclairent leurs concitoyennes. Grâce à un immense effort de coopération et d'information, l'effectivité de leur travail et de leurs publications est indéniable<sup>45</sup>. Néanmoins, même si le mouvement des citoyennes se développe, son influence sur le traitement des problèmes féminins reste encore faible, car les organisations féminines ont des pouvoirs limités et leur existence est parfois fragile<sup>46</sup>.

Quoi qu'il en soit, nous constatons que conserver un emploi et avoir un niveau d'études élevé restent encore les traits spécifiques des femmes russes. Ce sont ces femmes diplômées qui réussissent le mieux leur adaptation à la nouvelle économie et qui ont compris qu'elles ne pouvaient plus compter sur l'aide de l'Etat. La masse des jeunes femmes se voit toutefois encore confrontée à un dilemme accru par le renforcement des stéréotypes : incarner les valeurs « traditionnelles » féminines propagées par les milieux officiels et l'Eglise orthodoxe ou revendiquer l'égalitarisme démocratique à l'occidentale.

Aujourd'hui, comme au siècle dernier, l'avenir des femmes repose entre les mains d'une élite. Hier constituée des filles de la noblesse éclairée, ce sont maintenant les chercheuses qui développent les études sur les rapports sociaux de sexe (*gender studies*).

Comme l'écrivait en 1995 la journaliste Lioudmilla Semina, il s'agit moins de créer un nouveau paradigme de recherches que d'essayer de faire changer les mentalités :

« L'une des plus grandes tâches actuelles du mouvement féminin russe est de démontrer à la société que mieux vaut instaurer l'ordre, non pas en recourant à la force des choses, mais en appliquant des techniques de gouvernement civilisées et en "accordant", minutieusement et de manière féminine, les fondements d'une société harmonieuse. »

45 E. Enderlein « Les mouvements féminins en Russie », *La Revue Russe*, Paris, Institut d'Etudes slaves, n° 11, 1997, p. 65-77.

46 Anne Le Hueron et Kathy Rousselet, *La Société civile en Russie : de l'utopie à l'engagement civique*, Paris, La Documentation française, 1999 [Problèmes politiques et sociaux, n° 814, La Documentation française, janvier 1999, série Russie].

L'utopie mènera-t-elle à l'engagement civique<sup>47</sup> ?

En attendant, les femmes russes continuent à lutter pour défendre leurs droits et acquérir l'égalité que leur avait théoriquement accordée la Révolution de 1917.

*Université Marc Bloch, Strasbourg*

---

47 Cf. le titre de la note 46.